

Congo/Présidentielle Sassou Nguesso réélu au premier tour

AFP

Brazzaville/Congo

Le président sortant a recueilli 60,39% des voix. Une victoire contestée par l'opposition.

LE président congolais Denis Sassou Nguesso, qui cumule 32 ans de pouvoir à la tête de son pays, a été réélu au premier tour dimanche avec 60,39% des voix, selon les résultats officiels publiés dans la nuit de jeudi et contestés par ses deux principaux concurrents.

L'annonce officielle de la victoire de M. Sassou Nguesso a été faite à la télévision nationale par le ministre de l'Intérieur, Raymond Zéphyrin Mboulou, peu après 03h30 du matin (même heure au Gabon), alors que le pays était privé de télécommunications depuis plus de quatre jours.

Selon le décompte officiel, Guy-Brice Parfait Kolélas arrive deuxième avec un peu plus de 15,05% des voix, et le général Jean-Marie Michel Mokoko troisième avec environ 13,89%.

Parlant à la presse à son siège de campagne peu après l'annonce des résultats, M. Sassou Nguesso a estimé que le peuple congolais avait "pris son destin en

main" et jugé que la campagne électorale avait donné lieu à un "débat démocratique [...] très ouvert".

Mercredi, M. Kolélas et le général Mokoko avaient contesté les résultats partiels publiés la veille par la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), qui donnait M. Sassou Nguesso en tête avec 67% des voix.

"Je savais d'avance que les dés étaient pipés, mais nous avons accepté de jouer le jeu", a déclaré le général Mokoko, qui était jusqu'en février conseiller du président Sassou Nguesso pour les affaires de paix et de sécurité, déplorant que les résultats publiés par la CNEI n'aient fait qu'avérer, selon lui, ses "présuppositions".

Vivien Manangou, porte-parole de M. Kolélas, a estimé pour sa part que la réélection de M. Sassou Nguesso relevait d'une "fraude massive" et de la "magie".

DEPLOIEMENT POLICIER. A Brazzaville, dans les quartiers sud de la ville, acquis à l'opposition, la majeure partie des boutiques sont restées fermées toute la journée de mercredi après un déploiement massif de soldats et policiers lourdement armés dans la nuit de mardi à mercredi.

Selon M. Manangou, les forces de l'ordre ont pénétré au siège de campagne de M.



Photo : AFP

Le président Denis Sassou Nguesso tenant une conférence de presse peu après l'annonce de sa réélection. "Le peuple congolais a pris son destin en main."

Kolélas mardi vers midi, tirant des grenades lacrymogènes et provoquant une bousculade qui aurait fait un mort.

Un journaliste français a indiqué avoir assisté à la scène. La mort d'un militant de M. Kolélas n'a pu être confirmée.

La candidature de M. Sassou Nguesso, né en 1943, a été rendue possible après un récent changement de Constitution qualifié de "coup d'Etat constitutionnel" par les détracteurs du chef de l'Etat.

En l'absence de télécommunications, M. Kolélas et le général Mokoko n'ont pu être joints pour réagir à l'annonce de la victoire de M. Sassou Nguesso.

Les autorités avaient décidé

de couper toutes télécommunications (SMS, internet et téléphone) la veille du scrutin pour des raisons de "sûreté nationale" afin d'empêcher l'opposition de commettre une "illégalité" en publiant elle-même les résultats de l'élection.

"Les communications vont être ouvertes tout à l'heure, là", a déclaré M. Sassou. A 06h00, elles n'avaient cependant pas été rétablies.

COUP D'ÉTAT ELECTORAL. Unis par un pacte anti-Sassou, cinq candidats, dont M. Kolélas et le général Mokoko, ont créé une "Commission technique électorale" (CTE) chargée de surveiller le scrutin et de compiler les résultats des bureaux de votes sur la base de leurs procès-verbaux.

Sur la base de ces données, l'opposition dit avoir la "certitude" de l'élimination de M. Sassou Nguesso et qu'un deuxième tour devrait avoir lieu.

La CTE a donné lecture à la presse mercredi de ce qu'elle estime être les résultats réels dans un grand nombre de circonscriptions mais n'a pas été en mesure de fournir une estimation de résultats partiels à l'échelle nationale.

M. Manangou a mis "au défi" la CNEI de "démontrer juridiquement et scientifiquement" ses résultats.

Dans un communiqué, auquel le général Mokoko a indiqué avoir donné son assentiment, Charles Zacharie Bowao, coordonnateur de la plate-forme électorale soutenant les cinq candidats du pacte anti-Sassou, a qualifié le scrutin de dimanche de "coup d'Etat électoral" et affirmé que "les candidats signataires" de l'alliance étaient déterminés à "faire respecter le résultat des urnes".

On ne savait pas hier matin si M. Kolélas approuvait cette position.

"Ne comptez pas sur [M. Kolélas] pour entrer dans une épreuve de force, de violence", a néanmoins déclaré M. Manangou, répétant que son candidat était déterminé à contester les résultats officiels par les voies légales.

Nigeria/Violences

Le chef de Boko Haram apparaît affaibli dans une nouvelle vidéo

AFP

Kano/Nigeria

LE chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, est apparu hier dans une nouvelle vidéo, coupant court aux rumeurs sur sa mort mais apparaissant affaibli et semblant annoncer que sa fin est proche.

"Pour moi, la fin est venue", déclare Shekau, le visage émacié, dans une vidéo de mauvaise qualité, postée sur le site Youtube. On ignore où et quand la vidéo a été tournée, et l'armée nigérienne a

indiqué qu'elle était "en cours d'authentification".

"Qu'Allah nous protège du mal (...) je remercie mon créateur", poursuit Shekau, dans un débit relativement lent, en haoussa et en arabe, sur un ton dénué du cynisme qui le caractérise d'habitude. Il avait annoncé en mars 2015 avoir prêté allégeance au groupe Etat Islamique (EI).

Contrairement aux précédentes vidéos du groupe islamiste nigérian, postées fin 2014 et début 2015, qui comportaient des images de grande qualité, soigneusement montées, ressemblant

à celles de l'EI, cette nouvelle vidéo est mal tournée et pixelisée.

De plus, elle n'a pas été postée depuis un des comptes Twitter liés aux alliés de l'EI et à d'autres groupes jihadistes, comme c'était le cas auparavant.

Shekau, qui porte une épaisse barbe, se tient devant un fond vert pâle, et le drapeau jihadiste noir a été incrusté dans l'image, à côté de lui.

Quand il évoque Gowzo, la ville de l'Etat de Borno (nord-est) prise par Boko Haram mi-2014, qui fut un moment le siège de son "ca-

lif", Shekau utilise le passé. Le Nigeria a mené, l'année dernière, une offensive de grande envergure avec l'appui du Tchad, du Niger et du Cameroun voisins, qui a permis de reprendre Gowzo et la plupart des villes et villages de cette région qui étaient tombés aux mains de Boko Haram.

Depuis, le groupe aurait de plus en plus de mal à s'approvisionner, même en carburant, et certains combattants affamés auraient fini par se rendre. Mais les attentats-suicides, qui demandent peu de moyens logistiques, se pour-

suivent.

Shekau se cacherait dans la forêt de Sambisa, un des fiefs historiques de Boko Haram, toujours dans l'Etat de Borno, où l'armée a déjà détruit plusieurs bases arrière des islamistes.

Le Nigeria a déjà annoncé plusieurs fois la mort de Shekau, qui a pris la tête de Boko Haram après l'exécution de son leader historique Mohammed Yusuf par les forces de l'ordre en 2009.

L'armée lui prête aussi de nombreux sosies.

L'Afrique en bref

• **Niger/Politique.** La mise en place de la nouvelle assemblée boycottée par l'opposition

L'opposition nigérienne a boycotté hier la mise en place de la nouvelle assemblée nationale élue le 21 février lors d'un scrutin à la proportionnelle régionale couplé au premier tour de la présidentielle.

• **Sénégal/Référendum.** La victoire du "oui" confirmé

Le "oui" a remporté avec 62,71% des voix le référendum constitutionnel de dimanche au Sénégal, visant notamment une réduction du mandat présidentiel de 7 à 5 ans, un scrutin marqué par une participation de 38%, a annoncé mercredi la commission officielle.

• **Guinée Equatoriale/Présidentielle.** L'opposition appelle au boycott

La coalition d'opposition en Guinée Equatoriale, le Front de l'opposition démocratique (FOD), a appelé mercredi à boycotter l'élection présidentielle du 24 avril, en estimant que toutes les conditions étaient réunies pour des "fraudes".

• **Tchad/Politique.** Quatre leaders de la société civile en prison

Quatre leaders de la société civile tchadienne arrêtés cette semaine pour avoir appelé à manifester contre la candidature du président Idriss Deby Itno à un cinquième mandat, ont été déférés devant le parquet et placés sous mandat de dépôt à N'Djamena. Ils doivent comparaître le 31 mars.

A travers le monde

• **Argentine/Diplomatie.** L'hommage d'Obama aux victimes de la dictature

Pour la première fois, un président des Etats-Unis a rendu hommage aux victimes de la dictature militaire, qui a fait régner la terreur de 1976 à 1983 : Barack Obama a prononcé hier un symbolique "plus jamais ça".

• **Belgique/Attentats.** La promesse du Premier ministre

Le Premier ministre belge, Charles Michel, a promis hier "toute la lumière" sur les attentats de Bruxelles, alors que deux de ses ministres ont proposé leur démission à la suite de ratés dans la surveillance d'un des kamikazes, ce que le chef du gouvernement a refusé.

• **France/Politique/Violences lors de manifestations étudiantes contre la "loi travail"**

Des manifestations étudiantes contre une réforme du droit du travail ont dégénéré hier en France avec des violences qui se sont soldées par une vingtaine d'arrestations, contrariant l'espoir d'un apaisement social pour le dernier grand chantier du président François Hollande.

Serbie/Jugé par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)

Karadzic : 40 ans de prison

AFP

La Haye/Pays-Bas

L'ANCIEN chef politique des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic a été condamné hier par un tribunal international à 40 ans de détention pour génocide et crimes contre l'humanité pendant la guerre de Bosnie.

Radovan Karadzic a été reconnu coupable de génocide pour le massacre de près de 8 000 hommes et garçons musulmans à Srebrenica en juillet 1995, le pire massacre à avoir été commis en Europe depuis la Seconde

Guerre mondiale.

"Radovan Karadzic, la cour vous condamne à 40 années de détention", a affirmé le juge du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), O-Gon Kwon, affirmant que l'accusé était "le fer de lance des structures militaires, politiques et gouvernementales" des Serbes de Bosnie.

Les juges ont néanmoins décidé qu'ils n'avaient pas de preuves suffisantes pour affirmer, hors de tout doute raisonnable, qu'un génocide avait été commis dans sept autres municipalités de Bosnie. M. Karadzic a donc été acquitté du premier des deux chefs d'accusation



Photo : AFP

Lourdement condamné par le TPIY, l'ancien chef politique des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic, 70 ans, pourrait finir ses jours en prison.

pour génocide.

Ancien psychiatre, Radovan Karadzic, était "en première ligne pour développer et mettre en place l'idéologie" des Serbes de Bosnie, pendant une guerre qui a fait plus de 100 000 morts et 2,2 millions de déplacés entre 1992 et 1995.

M. Karadzic, 70 ans, habillé jeudi d'un costume foncé et d'une cravate rayée bleu clair, a écouté la lecture du jugement de manière attentive.

De nombreuses victimes, dont des anciens détenus des camps et des mères de Srebrenica, ont fait le déplacement, ainsi que des diplomates et journalistes venus

du monde entier.

Autrefois fugitif le plus recherché du continent, Radovan Karadzic avait échappé à la justice internationale pendant près de 13 ans, se cachant sous l'identité d'un spécialiste de médecine alternative, arborant une barbe blanche nourrie. Arrêté en 2008, son procès s'ouvre en 2009 et se termine en 2014, après 497 jours d'audiences et 586 témoins.

L'accusation avait requis la prison à vie à l'encontre de M. Karadzic, qui reste pour beaucoup de Serbes un "héros" de la guerre en Bosnie.